

# INSTRUCTION

N° 99-115-M21 du 16 novembre 1999

NOR : BUD R 99 00115 J

Texte publié au BOCP

## INCIDENCES DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE SUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'AIDE MÉDICALE, L'ÉMISSION DES TITRES DE RECETTES ET LEUR RECOUVREMENT

### ANALYSE

Établissements publics de santé - Couverture maladie universelle -  
Aide médicale - Titres de recettes

Date d'application : 16/11/1999

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;  
SERVICES MÉDICO-SOCIAUX ; AIDE MÉDICALE ; TITRE DE RECETTE ; RECOUVREMENT

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	TGAP	RF	T	DOM	TOM					

### DIFFUSION

GT 72

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 6B*

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables des établissements publics de santé la circulaire interministérielle du 13 octobre 1999 relative aux conséquences de l'entrée en vigueur de la loi n°99-641 du 27 juillet 1999 portant création de la couverture maladie universelle sur le traitement des dossiers d'aide médicale, l'émission des titres de recettes et leur recouvrement.

Cette circulaire vise à limiter les incertitudes liées à la mise en œuvre de la couverture maladie universelle en sensibilisant les gestionnaires hospitaliers à la nécessité d'une instruction rapide des dossiers d'aide médicale et d'une émission régulière des titres de recettes correspondants. Sont notamment concernés les titres de recettes encore en instance de paiement au 1<sup>er</sup> janvier 2000 et les titres à émettre postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2000 mais en vertu d'une prise en charge à l'aide médicale pour des soins dispensés avant cette date.

De même, afin de renforcer les possibilités de recouvrement des créances en cause, les comptables hospitaliers voudront bien effectuer une relance auprès des services débiteurs avant la fin de l'année.

Toutes difficultés rencontrées dans l'application de la présente circulaire devront être portées à la connaissance du bureau 6B.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SIXIÈME SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Circulaire Interministérielle CP/6B/DH/AF3/99 n° 577 du 13 octobre 1999

REPUBLIQUE FRANCAISE

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

Direction générale de la comptabilité publique  
Bureau 6B

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE  
LA SOLIDARITÉ**

Direction des hôpitaux  
Bureau AF3

CD-34 86

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

LA MINISTRE DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ

à  
MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS  
D'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION  
(pour attribution et diffusion)

MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS  
D'ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ PUBLIC ET PRIVÉ  
FINANCÉ PAR DOTATION GLOBALE  
(pour attribution)

MESDAMES ET MESSIEURS LES  
TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX

Circulaire Interministérielle CP/6B/DH/AF3/99 n° 577 du 13 octobre 1999 relative à l'effet de la couverture maladie universelle sur le traitement des dossiers d'aide médicale, l'émission des titres de recettes et leur recouvrement.

Date d'application : immédiate.

**Résumé :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, les bénéficiaires de l'Aide Médicale relèveront du dispositif Couverture Maladie Universelle (CMU). Afin qu'à cette date le nombre de dossiers en instance soit réduit au minimum, il est recommandé aux ordonnateurs de proposer les dossiers d'admission à l'Aide Médicale et d'émettre les titres de recettes correspondants dans les meilleurs délais, de sorte que le recouvrement puisse être effectué dans des conditions optimales.

**Mots-clés :** CMU – Aide Médicale – titres de recettes

**Texte de référence :** Loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU)

## ANNEXE (suite et fin)

L'article 32 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU) modifie les compétences des collectivités territoriales en charge de l'aide médicale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 : l'aide médicale départementale est supprimée et l'aide médicale Etat est rénovée. Le 6<sup>o</sup> alinéa de l'article 72 de la loi précise que les dispositions de l'article 32 s'appliquent **aux soins dispensés à compter de cette date**.

Une attention toute particulière devra cependant être portée par les établissements à la période transitoire liée à la mise en œuvre de la loi.

En effet, au 1<sup>er</sup> janvier 2000, quatre situations peuvent se présenter :

- 1 – l'hôpital a émis, directement ou indirectement (cas des conventions passées avec les CPAM) un titre de recettes à l'encontre du département ou de l'Etat au titre de l'aide médicale pour des soins donnés à un patient, et ce titre de recettes n'a pas encore été payé par la collectivité débitrice ;
- 2 – la décision d'admettre ou de rejeter l'aide médicale a été rendue par la collectivité concernée, mais le titre de recettes n'a pas encore été émis ;
- 3 – la demande d'admission à l'aide médicale présentée au département ou à l'Etat n'a pas encore fait l'objet d'une décision d'admission ou de rejet ;
- 4 – la demande d'admission à l'aide médicale n'a pas encore été présentée, cas notamment des séjours de fin d'année, et le titre de recettes ne pourra être émis qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Afin de réduire au minimum le nombre des cas ci-dessus évoqués et limiter ainsi les incertitudes relatives au paiement des titres de recettes en instance au 1<sup>er</sup> janvier 2000 et ceux qui seront émis postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2000 en vertu d'une aide médicale attribuée pour des soins dispensés avant cette date, la direction des hôpitaux recommande aux gestionnaires hospitaliers d'être particulièrement attentifs dans les prochains mois de l'année 1999 à l'instruction et au suivi des dossiers d'aide médicale.

Ainsi, concernant les dossiers de demande d'admission à l'aide médicale en cours, un suivi tout particulier doit être organisé par l'établissement afin de s'assurer d'une réponse de la collectivité requise autant que possible avant le 31 décembre 1999.

D'une manière générale, il convient d'accélérer l'émission des titres et l'instruction des dossiers. Les ordonnateurs et les comptables hospitaliers sont par ailleurs invités à se rapprocher afin d'assurer le recouvrement des titres correspondants, dans des conditions optimales. A cet effet, il est demandé aux comptables hospitaliers de procéder à une relance avant la fin de l'année pour s'assurer du bon recouvrement des titres émis.

Les Agences régionales de l'hospitalisation devront s'assurer que la mise en œuvre de la couverture médicale universelle n'entraîne pas d'incidence négative sur la situation budgétaire et de trésorerie des établissements de santé (financés par dotation globale). A cet effet, une enquête sera très certainement lancée sur la base des comptes administratifs 1999.

Vous voudrez bien me rendre compte, sous le présent timbre, des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre des présentes recommandations.

Le directeur des Hôpitaux

Edouard COUTY

Le directeur général  
de la Comptabilité publique

Jean BASSERES